COMMUNE DE ST GEORGES SUR LOIRE

DEPARTEMENT DE MAINE ET LOIRE

PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du 18 NOVEMBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-huit du mois de Novembre à 20h30, le Conseil Municipal de cette Commune s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle Capitulaire de la Mairie de Saint Georges sur Loire, sous la présidence de Monsieur Philippe MAILLART, Maire.

Etaient présents : M. MAILLART Philippe – *Maire* – Mme CHRÉTIEN Florence, M. GIL Miguel, Mme JOUAN Christine, M. NOYER Robert, Mme LIVET Marie-Christina, M. CHEVALIER Yves – *Adjoints* – Mme LAFLEUR Mireille, M. REY Philippe, M. BROUILLET Eric, M. HOPQUIN Arnaud, M. ABELLARD Gwénaël, M. HERGUAIS Matthieu, M. CORABOEUF Olivier, Mme FRANCO Araceli, M. RICHY Jean-Claude, Mme PERROUIN Karine – *Conseillers municipaux*

Absents excusés ayant donné pouvoir :

- M. KEITA Lassiné, *conseiller municipal*, à M. GIL Miguel
- M. BERTRAIS Mikaël, *conseiller municipal*, à Mme CHRÉTIEN Florence
- Mme FOUCHER Léa, *conseillère municipale*, à M. NOYER Robert

Absents excusés :

- Mme GENDRY Marie-Odile, *conseillère municipale*
- Mme GRAVELEAU Céline, *conseillère municipale*
- Mme BRIAND Laetitia, *conseillère municipale*
- Mme SCIMECA Rosaria, *conseillère municipale*
- Mme FERRARD Audrey, *conseillère municipale*

Secrétaire de séance : M. HOPQUIN Arnaud

Convocation 12 novembre 2024
Nbre Conseillers en ex. : 25
Nbre Conseillers présents : 17 (+ 3 pouvoirs)
Quorum : 13
Publication dématérialisée le 23 décembre 2024

ORDRE DU JOUR

- 1) Actualité communautaire
- 2) CCLLA – Avis sur le Programme Local de l'Habitat 2025-2030
- 3) CCLLA – Restitution à la Commune des biens et subventions associées dans le cadre des restitutions et harmonisation des compétences intervenues depuis 2017
- 4) ~~Renouvellement de la Convention Territoriale Globale 2025-2029~~
- 5) Département – Demande de subvention pour le diagnostic et travaux de mise en sécurité du portique d'entrée, de la corniche et de la charpente de l'église paroissiale
- 6) ENEDIS – Convention de servitude rue du Grand Moulin pour la pose d'une ligne électrique HTA
- 7) Participation financière classe ULIS Ecole Joubert – Année scolaire 2024-2025

- 8) Siéml – Dossier DEV283-24-365 – Versement d'un fonds de concours pour des opérations de réparation du réseau d'éclairage public
- 9) Siéml – Dossier DEV283-24-371 – Versement d'un fonds de concours pour des opérations de réparation du réseau d'éclairage public
- 10) Budget 10600 Commune – Admission en créances éteintes
- 11) Décision modificative n°3 – 10600 Commune - Amortissements
- 12) Décisions prises dans le cadre de la délégation du Conseil municipal au Maire

Le compte rendu de la séance du Conseil municipal du 14 octobre 2024 est adopté à la majorité (1 abstention)

M. le Maire sollicite l'autorisation de modifier l'ordre du jour comme suit :

- Suppression du point sur le renouvellement de la Convention Territoriale Globale 2025-2029, qui sera évoqué à la séance du mois de décembre avec une présentation en préambule par la chargée de coopération CTG.
- Ajout du point sur la participation financière à l'école Pierre Ménard pour l'année scolaire 2023-2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal valide, à l'unanimité, la modification de l'ordre du jour.

I – ACTUALITE COMMUNAUTAIRE

M. le Maire présente les actualités communautaires :

- Elaboration d'une nouvelle convention avec la SPAA pour la gestion des animaux errants. Désormais, la SPAA ne peut plus faire fourrière pour les Communes, hors Angers Loire Métropole : les animaux vont devoir rester au chenil des services techniques pendant 7 jours avant de pouvoir être emmenés à la SPAA.
- Modification du statut juridique de l'Office de Tourisme pour devenir une régie dotée d'une autonomie financière sous la forme d'un service public administratif, rattachée à la CCLLA. Un comité d'exploitation va être mis en place : 11 membres dont 6 élus communautaires et 5 membres choisis par le Président de la CCLLA en fonction de leur implication culturelle (parmi lesquels Mme Jouan).

II – CCLLA – AVIS SUR LE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT 2025-2030

M. le Maire expose :

Présentation synthétique

Par délibération du 18 novembre 2021, le Conseil communautaire de la CCLLA a engagé la procédure d'élaboration de son premier Programme Local de l'Habitat (PLH), obligatoire pour les communautés de communes compétentes en matière d'habitat de plus de 30 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 10 000 habitants.

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) est un document stratégique d'orientation, de programmation, de mise en œuvre et de suivi de la politique de l'habitat à l'échelle intercommunale.

Il définit pour une durée au moins égale à 6 ans les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logement et en hébergement, à favoriser le renouvellement

urbain, la mixité sociale, à améliorer les conditions d'accès au logement pour tous les habitants, en assurant entre les Communes ou secteurs géographiques une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements.

Au terme des différentes phases ayant permis le partage des enjeux, des orientations et du plan d'actions avec les Communes, et les partenaires de l'habitat (services de l'Etat, Département, bailleurs sociaux, associations, habitants), la démarche trouve son aboutissement dans un document composé de 3 parties répondant à la réglementation du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Un diagnostic portant sur le fonctionnement des marchés du logement et sur la situation de l'hébergement (article R.302-1-1 du Code de la Construction et de l'Habitation) ; incluant un volet analyse des gisements fonciers, du dispositif d'observation de l'habitat et du foncier (article R.302-1-4 du Code de la Construction et de l'Habitation) ;
- Un document d'orientation comprenant l'énoncé des principes et objectifs du programme (article R.302-1-2 du Code de la Construction et de l'Habitation) ;
- Un programme d'actions détaillé (article R.302-1-3 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Les orientations du PLH sont structurées autour de 5 axes :

- Promouvoir le développement d'une offre de logements adaptée aux besoins du territoire : 320 logements/an, développement de l'offre de logements sociaux et d'accession sociale.
- Soutenir l'amélioration du parc de logements existants : rénovation énergétique, adaptation au vieillissement, OPAH RU.
- Promouvoir un nouveau modèle de développement : stratégie foncière cohérente avec la zéro artificialisation nette, soutenir la revitalisation des centres-bourgs, promouvoir des formes urbaines plus denses.
- Répondre aux besoins des ménages en difficulté d'accès au logement : jeunes, gens du voyage en cohérence avec le futur schéma départemental d'accueil et d'hébergement des gens du voyage, insertion, mise en place de la conférence intercommunale du logement et les outils de gestion de la demande sociale locative.
- Mettre en place la gouvernance et la communication de la politique habitat sur le territoire : observatoire de l'habitat et du foncier, pilotage du PLH, actions de communication.

Le PLH a vocation à se décliner dans les Plans Locaux d'Urbanisme qui se doivent d'être compatibles avec lui, notamment :

- L'objectif du nombre de logements par communes
- L'objectif du nombre de logements sociaux par commune
- L'objectif de densité moyenne des opérations par commune
- L'actualisation des gisements fonciers
- La définition de l'enveloppe foncière Habitat maximale par commune et l'enveloppe mutualisée Infrastructures de transport et réseaux d'utilité publique pour les projets en extension, permettant de traduire la trajectoire ZAN pour l'ensemble de l'EPCI comme prescrit par le SCoT.
- La localisation d'un terrain désigné pour l'accueil des populations de passage

Le PLH comprend 27 actions avec un budget de 5,67 millions d'euros sur 6 ans avec par grande thématique :

Soutien aux bailleurs sociaux	600 000 €
Soutien aux Communes	1 173 000 €
Services aux particuliers	621 000 €

Aides travaux aux particuliers	1 527 000 €
Politique communautaire gens du voyage (dont terrain d'accueil Brissac 1,2 millions)	1 631 000 €
Etudes	80 000 €
Communication / sensibilisation	40 000 €

Conformément aux articles R.302-8 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation, le projet arrêté du Programme Local de l'Habitat est soumis, par le Président de la CCLLA, aux Communes membres et au Pôle Métropolitain Loire Angers en charge du Schéma de Cohérence Territoriale, qui auront un délai de deux mois pour donner leur avis. Une nouvelle délibération communautaire doit être prononcée au vu de ces avis, puis le projet sera transmis au préfet qui le soumettra, dans un délai de deux mois, au Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement. Le projet de PLH, éventuellement modifié, sera ensuite soumis pour approbation au Conseil communautaire.

Débat

M. Brouillet souligne la contradiction entre les contraintes du ZAN et l'ambition de création de logements sur le territoire.

A la demande de M. Hopquin, M. le Maire précise que le projet à Brissac consiste en l'aménagement d'une aide d'accueil pour 8 foyers, conformément à la prescription du schéma départemental des gens du voyage. Si la CCLLA ne se met pas en conformité, la Préfecture menace de ne plus apporter d'aides aux Communes en cas d'installation illicite.

A la demande de Mme Livet, M. le Maire indique que 320 logements par an doivent être construits sur le territoire, dont 26 logements par an pour St Georges sur Loire.

A la demande de Mme Livet, M. le Maire précise que la Commune dispose de 8 hectares pour faire de l'extensif en termes d'habitat, auxquels il faut retirer les 4,2 hectares utilisés pour la tranche 2 du lotissement de la Croix Clet. M. Coraboeuf fait remarquer que cela conduit à des terrains d'environ 300 m² par logement. M. le Maire indique que ce foncier disponible a été négocié au niveau de la CCLLA.

A la demande de M. Hopquin, M. le Maire explique que ce foncier concerne tout type d'habitat (habitat senior, ...). A la demande de Mme Livet, M. Chevalier indique que le PLH impose également autour de 20-22 % de logements sociaux. Actuellement, la Commune est autour de 15-16 %.

A la demande de Mme Chrétien, M. le Maire précise que dans le cadre du PLH, il n'a pas été évoqué la question de la cohérence tarifaire du prix de vente des terrains avec les autres polarités.

Délibération

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la Construction et de l'Habitation, et particulièrement, ses articles L.302-1 à L.302-4 et R.302-1 à R.302-13 ;

Le Conseil municipal à la majorité (1 abstention) :

- ✓ Emet un avis favorable sur le Programme Local de l'Habitat 2025-2030 élaboré par la CCLLA.

III – CCLLA – RESTITUTION A LA COMMUNE DES BIENS ET SUBVENTIONS ASSOCIEES DANS LE CADRE DES RESTITUTIONS ET HARMONISATION DES COMPETENCES INTERVENUES DEPUIS 2017

M. le Maire expose :

Présentation synthétique

Conformément à l'article L.1321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le transfert de compétences entraîne le transfert à l'EPCI des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice ainsi que de l'ensemble des droits et obligations qui y sont attachés, actés par des procès-verbaux établis contradictoirement entre la Commune antérieurement compétente et l'EPCI.

En cas de retrait desdites compétences, conformément à l'article L.5211-25-1 du CGCT : *1° Les biens meubles et immeubles mis à la disposition de l'établissement bénéficiaire du transfert de compétences sont restitués aux communes antérieurement compétentes et réintégrés dans leur patrimoine pour leur valeur nette comptable, avec les adjonctions effectuées sur ces biens liquidées sur les mêmes bases. Le solde de l'encours de la dette transférée afférente à ces biens est également restitué à la commune propriétaire ;2° Les biens meubles et immeubles acquis ou réalisés postérieurement au transfert de compétences sont répartis entre les communes qui reprennent la compétence ou entre la commune qui se retire de l'établissement public de coopération intercommunale et l'établissement.*

Avec la fusion des trois Communautés de communes Loire Aubance, Loire Layon et Coteaux du Layon, l'harmonisation des compétences en 2019, puis la restitution des équipements sportifs à l'exception de la piscine de Thouarcé en 2023, les mises à jour de l'actif et les procès-verbaux de restitution des biens associés à ces compétences n'ont pas été réalisés. Certains transferts de compétences antérieurs à 2017 s'étaient accompagnés de procès-verbaux de mise à disposition des biens des communes au bénéfice des anciennes Communautés de communes. Depuis les transferts et détransferts n'ont pas donné lieu à l'établissement de procès-verbaux de fin de mise à disposition.

Il convient donc d'acter le transfert en pleine propriété des biens associés aux compétences restituées aux communes depuis 2017 et les mises à jour de l'actif de la CCLLA et des Communes en découlant, par délibérations concordantes du Conseil communautaire et des Conseils municipaux concernés et par l'établissement de procès-verbaux correspondants. De plus, il est convenu que ces transferts n'entraîneront pas celui des emprunts associés aux bâtiments rendus. Enfin, le procès-verbal pourra faire l'objet d'avenants, en cas de découverte de biens, au sein des inventaires, non signalés par inadvertance lors de leur élaboration initiale.

Débat

A la demande de Mme Lafleur, M. le Maire précise que la CCLLA continue à prendre en charge les emprunts.

A la demande de M. Herguais, M. Noyer indique que la Trésorerie s'est chargée de la mise à jour de ces inventaires et que cela n'a aucun impact financier (uniquement de la gestion d'immobilisations).

Délibération

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment, L.5211-25-1 ;
VU les statuts de la Communauté de communes Loire Layon Aubance en vigueur ;
VU les délibérations n°2016XI04 du 28 novembre 2016 et n°2022V01 en date du 23 mai 2022 du Conseil municipal relatives aux anciennes conditions de fin de mise à disposition des biens, qu'il convient d'annuler ;

VU la délibération DELCC-2024-10-169 du conseil communautaire du 10 octobre 2024 actant les nouvelles modalités de restitution des biens aux communes ;
 CONSIDERANT la liste établie par la CCLLA pour la Commune, des biens et subventions inscrits à l'inventaire de la CCLLA et correspondants aux compétences exercées par la Commune ;
 CONSIDERANT le procès-verbal de transfert en pleine propriété desdits biens et ses annexes joints à la présente délibération ;

Le Conseil municipal à la majorité (3 abstentions) :

- ✓ Autorise le Maire à signer le procès-verbal de transfert de biens en pleine propriété et tout autre document nécessaire à sa bonne réalisation.
- ✓ Autorise le Maire à signer les éventuels avenants qui s'imposent au procès-verbal et mettre à jour les annexes joints à celui-ci.
- ✓ Met à jour l'inventaire de la Commune en conséquence, dès que cela est rendu nécessaire.

IV – RENOUELEMENT DE LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE 2025-2029

Délibération annulée

V – DEPARTEMENT – DEMANDE DE SUBVENTION POUR LE DIAGNOSTIC ET TRAVAUX DE MISE EN SECURITE DU PORTIQUE D'ENTREE, DE LA CORNICHE ET DE LA CHARPENTE DE L'EGLISE PAROISSIALE

M. le Maire expose :

Présentation synthétique

L'église paroissiale actuelle, propriété de la Commune, est protégée par inscription à l'Inventaire des Monuments historiques en 1991. Il n'existe pas de relevés modernes du monument, qui n'a fait l'objet d'aucune étude historique, patrimoniale ou sanitaire. Aujourd'hui, la pierre de taille des colonnes du portique présente un état de desquamation important et évolutif qui fait craindre une perte progressive de la portance des ouvrages. La corniche qui ceinture l'édifice se dégrade, et des chutes de fragments ont été constatées. Par ailleurs, il apparaît nécessaire d'anticiper d'éventuelles pathologies qui pourraient découler de la conception ou de l'état de la charpente de l'église.

Ainsi, une consultation a été lancée pour réaliser un diagnostic et des travaux de mise en sécurité du portique d'entrée, de la corniche et de la charpente de l'église paroissiale. Dans ce cadre, il est possible de solliciter le Département pour le versement d'une subvention au titre de la conservation et de la restauration des monuments historiques, au taux de 20 %.

Le plan de financement s'établit comme suit :

DEPENSES		RECETTES	
Maîtrise d'œuvre	17 580 €	Fonds sollicités	22 951 €
Etudes structure	8 040 €	DRAC (40 %)	15 301 €
Intervention d'urgence couvreur	7 632 €	Département (20 %)	7 650 €
Intervention d'urgence maçonnerie	5 000 €	Fonds propres	15 301 €
TOTAL DEPENSES TTC	38 252 €	TOTAL RECETTES TTC	38 252 €

Débat

M. Coraoeuf souligne que la nécessité de réaliser des travaux au niveau de l'église est évoquée depuis le début du mandat. M. le Maire précise qu'il n'a jamais été rien fait depuis des dizaines d'années. M. le Maire explique que c'est pour cela qu'une étude est faite conjointement avec des travaux d'urgence.

Mme Lafleur se questionne sur le caractère certain de l'obtention de ces subventions.

Délibération

Le Conseil municipal à l'unanimité :

- ✓ Sollicite une subvention auprès du Département de Maine-et-Loire au titre de la conservation et de la restauration des monuments historiques, dans le cadre du diagnostic et des travaux de mise en sécurité du portique d'entrée, de la corniche et de la charpente de l'église paroissiale, au taux de 20 %.
- ✓ Autorise M. le Maire à signer tous les documents nécessaires à cette demande de subvention.

VI – ENEDIS – CONVENTION DE SERVITUDE RUE DU GRAND MOULIN POUR LA POSE D'UNE LIGNE ELECTRIQUE HTA

M. le Maire expose :

Présentation synthétique

ENEDIS, concessionnaire des ouvrages de distribution d'électricité, envisage de réaliser des travaux de pose d'une ligne électrique HTA au niveau de la rue du Grand Moulin.

Ces opérations doivent faire l'objet d'une convention de servitude, à intervenir entre ENEDIS et la Commune, actant la mise en place de ces ouvrages et les modalités techniques en résultant.

Débat

A la demande de M. Coraboeuf, M. Gil indique que la ligne électrique sera enfouie et qu'il est demandé une occupation du domaine public.

Délibération

Le Conseil municipal à l'unanimité :

- ✓ Valide la convention de servitude avec ENEDIS au niveau de la rue du Grand Moulin pour la pose d'une ligne électrique HTA.
- ✓ Autorise M. le Maire, ou son représentant, à signer ladite convention.

VII – PARTICIPATION FINANCIERE CLASSE ULIS ECOLE JOUBERT – ANNEE SCOLAIRE 2024-2025

M. le Maire expose :

Présentation synthétique

Un enfant, dont les parents sont domiciliés à Saint Georges sur Loire, est scolarisé à l'école Joubert à Chalonnnes sur Loire en classe « ULIS ». La Commune ne possédant pas ce type de classe, la scolarisation de cet enfant dans une autre commune prend un caractère obligatoire.

Conformément à l'article L.212-8 du Code de l'Education, la commune de résidence de l'élève doit participer financièrement aux frais de scolarité des enfants qui, sous motifs dérogatoires, sont scolarisés dans une autre commune que celle de leur résidence principale, notamment lorsque cette scolarisation est justifiée par des raisons médicales.

La participation demandée pour l'année scolaire 2024-2025 s'élève à 310 € par élève.

Débat

A la demande de Mme Livet, Mme Perrouin précise qu'il s'agit d'un enfant déjà scolarisé à l'école Joubert et pour lequel la participation est sollicitée tous les ans.

Délibération

VU l'article L.212-8 du Code de l'Education ;

Le Conseil municipal à l'unanimité :

- ✓ Valide la participation financière aux frais de scolarité de l'enfant domicilié à Saint Georges sur Loire et scolarisé en classe ULIS à l'école Joubert à Chalonnnes sur Loire pour l'année scolaire 2024-2025.
- ✓ Dit que cette dépense sera imputée à l'article 6558.

VIII – SIÉML – DOSSIER DEV283-24-365 – VERSEMENT D'UN FONDS DE CONCOURS POUR DES OPERATIONS DE REPARATION DU RESEAU D'ECLAIRAGE PUBLIC

M. le Maire expose :

Présentation synthétique

Dans le cadre de travaux de réparation du réseau de l'éclairage public réalisé par le Siéml sur la Commune suite à une panne, il convient de valider le versement d'un fonds de concours au Siéml.

Débat

A la demande de Mme Jouan, M. Gil indique qu'un driver est le starter qui permet l'allumage.

Délibération

VU l'article L.5212-26 du Code général des collectivités territoriales ;

VU le règlement financier du Siéml en vigueur à la date de la commande décidant les conditions de mise en place d'un fonds de concours ;

Le Conseil municipal à l'unanimité :

✓ **ARTICLE 1**

La Commune de Saint Georges sur Loire décide de verser un fonds de concours de 75 % au profit du Siéml pour l'opération suivante :

↳ DEV283- 24-365 Suite entretien préventif - Remplacement driver N°380 - Rue de la Villette

- Montant de la dépense : 247,70 €

- Taux du fonds de concours : 75 %

- Montant du fonds de concours à verser au Siéml : 185,78 €

Les modalités de versement du fonds de concours seront conformes aux dispositions du règlement financier arrêté par le Siéml en vigueur à la date de la commande.

✓ **ARTICLE 2**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

✓ **ARTICLE 3**

→Le Président du Siéml

→Monsieur le Maire de la Commune de ST GEORGES SUR LOIRE

→Le Comptable de la Collectivité de ST GEORGES SUR LOIRE

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

IX – SIÉML – DOSSIER DEV283-24-371 – VERSEMENT D'UN FONDS DE CONCOURS POUR DES OPERATIONS DE REPARATION DU RESEAU D'ECLAIRAGE PUBLIC

M. le Maire expose :

Présentation synthétique

Dans le cadre de travaux de réparation du réseau de l'éclairage public réalisé par le Siéml sur la Commune suite à une panne, il convient de valider le versement d'un fonds de concours au Siéml.

Délibération

VU l'article L.5212-26 du Code général des collectivités territoriales ;

VU le règlement financier du Siéml en vigueur à la date de la commande décidant les conditions de mise en place d'un fonds de concours ;

Le Conseil municipal à l'unanimité :

✓ **ARTICLE 1**

La Commune de Saint Georges sur Loire décide de verser un fonds de concours de 75 % au profit du Siéml pour l'opération suivante :

↳ DEV283- 24-371 Suite entretien préventif - Remplacement driver N°260 - Rue de la Villette

- Montant de la dépense : 251,43 €

- Taux du fonds de concours : 75 %

- Montant du fonds de concours à verser au Siéml : 188,57 €

Les modalités de versement du fonds de concours seront conformes aux dispositions du règlement financier arrêté par le Siéml en vigueur à la date de la commande.

✓ **ARTICLE 2**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

✓ **ARTICLE 3**

→Le Président du Siéml

→Monsieur le Maire de la Commune de ST GEORGES SUR LOIRE

→Le Comptable de la Collectivité de ST GEORGES SUR LOIRE

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

X – BUDGET 10600 COMMUNE – ADMISSION EN CREANCES ETEINTES

M. le Maire expose :

Présentation synthétique

En vertu des dispositions législatives qui organisent la séparation des ordonnateurs et des comptables, il appartient au Trésorier, et à lui seul, de procéder, sous le contrôle de l'Etat, aux diligences nécessaires pour le recouvrement des créances. Le Comptable Public nous a transmis un état de créances irrécouvrables dans le budget de la Commune.

Parmi ces créances irrécouvrables, on distingue deux types :

- Les admissions en non-valeur, créances pour lesquelles, malgré les diligences effectuées, aucun recouvrement n'a pu être obtenu (montant inférieur à un seuil de poursuites, combinaison infructueuse d'actes). Il est à préciser que l'admission en non-valeur n'exclut nullement un recouvrement ultérieur, si le redevable revenait à une situation permettant le recouvrement.
- Les créances éteintes. On constate l'extinction de ces créances, définitivement effacées, consécutivement à la liquidation judiciaire de fournisseurs ou de sociétés titulaires de marchés publics. Ces créances sont annulées par décision judiciaire (clôture insuffisante d'actif, règlement judiciaire, surendettement, décision d'effacement de dette). Pour ces créances éteintes, la Commune et la Trésorerie ne pourront plus tenter d'action de recouvrement.

Ces créances irrécouvrables s'élèvent à :

Compte	Montant	Objet
6542 – Créances éteintes	45,62 €	• Facturation cantine et garderie 2024 (45,62 €)

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

Débat

Mme Jouan s'étonne qu'une créance de 2024 soit éteinte. M. Noyer précise que cela peut être lié à un dossier de surendettement.

Délibération

Le Conseil municipal à l'unanimité :

- ✓ Valide les créances éteintes pour un montant de 45,62 €.
- ✓ Ordonne l'émission d'un mandat à l'article 6542 sur le budget de la Commune.

XI – DECISION MODIFICATIVE N°3 – 10600 COMMUNE – AMORTISSEMENTS

M. le Maire expose :

Présentation synthétique

Avec la mise en place de la nomenclature budgétaire M57, la Commune applique désormais la règle du prorata temporis pour l'amortissement de ses biens. Ainsi, désormais, la Commune doit amortir les biens entrés dans son patrimoine en année N et non plus seulement les biens entrés dans son patrimoine en année N-1. Il convient donc d'ajuster les crédits afin de prendre en compte en plus des biens entrés dans le patrimoine de la commune en 2023, ceux entrés dans le patrimoine de la Commune durant l'année 2024.

En conséquence, M. le Maire propose les crédits supplémentaires ci-après :

Décision modificative n°3 (Crédit supplémentaire)

Description : Décision Modificative 3
AMORTISSEMENTS

date de délibération : 18/11/2024

Imputation	OUVERT	REDUIT	Commentaires
D F 023 023 020 (ordre)		7 126,00	Virement à la section investissement
D F 042 6811 01 (ordre)	11 063,00		Opérations d'ordre de transfert entre sections
D I 040 13911 OPFI 01 (ordre)	3 673,00		Opérations d'ordre de transfert entre sections
D I 040 13918 OPFI 01 (ordre)	264,00		Opérations d'ordre de transfert entre sections
R F 042 777 01 (ordre)	3 937,00		Opérations d'ordre de transfert entre sections
R I 021 021 OPFI 020 (ordre)		7 126,00	Virement à la section de fonctionnement
R I 040 2802 OPFI 01 (ordre)	500,00		Opérations d'ordre de transfert entre sections
R I 040 28041582 OPFI 01 (ordre)	503,00		Opérations d'ordre de transfert entre sections
R I 040 2805 OPFI 01 (ordre)	600,00		Opérations d'ordre de transfert entre sections
R I 040 281321 OPFI 01 (ordre)	3 530,00		Opérations d'ordre de transfert entre sections
R I 040 281351 OPFI 01 (ordre)	300,00		Opérations d'ordre de transfert entre sections
R I 040 28152 OPFI 01 (ordre)	300,00		Opérations d'ordre de transfert entre sections
R I 040 2815731 OPFI 01 (ordre)	980,00		Opérations d'ordre de transfert entre sections
R I 040 281831 OPFI 01 (ordre)	1 000,00		Opérations d'ordre de transfert entre sections
R I 040 281848 OPFI 01 (ordre)	2 200,00		Opérations d'ordre de transfert entre sections
R I 040 28188 OPFI 01 (ordre)	1 150,00		Opérations d'ordre de transfert entre sections

DETAIL PAR SECTION		Investissement	Fonctionnement
Dépenses :	Ouvertures	3 937,00	11 063,00
	Réductions		7 126,00
Recettes :	Ouvertures	11 063,00	3 937,00
	Réductions	7 126,00	
Equilibre :	Ouv. - Red.		

EQUILIBRE	
Solde Ouvertures	
Solde Réductions	
Ouv. - Réd.	

Débat

M. Noyer explique que ce sont des crédits qui n'ont pas été prévus au BP 2024 et qui sont ajustés en cette fin d'année en fonction des biens acquis.

Délibération

Le Conseil municipal à la majorité (1 abstention) :

- ✓ Approuve la décision modificative n°3 du budget principal.

XII – DECISIONS PRISES DANS LE CADRE DE LA DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

M. le Maire présente les décisions prises dans le cadre de la délégation du Conseil municipal au Maire en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Décision n°	Libellé	Date	Créancier / Débiteur	Montant HT	Montant TTC
2024D084	Marche renovation 2 Blocs sanitaires GSP lully - Lot1 Menuiserie PVC, Menuiserie Intérieure & Agencement	14/10/2024	Menuiserie THIERY	13 089,11 €	15 706,93 €
2024D085	Marche renovation 2 Blocs sanitaires GSP lully - Lot2 – Isolation, Doublage & Plâtrerie	14/10/2024	SARL ROULLIER	16 397,01 €	19 676,41 €
2024D086	Marche renovation 2 Blocs sanitaires GSP lully - Lot3 – Electricité & VMC	14/10/2024	ELEC SERVICE 49	5 680,86 €	6 817,03 €
2024D087	Marche renovation 2 Blocs sanitaires GSP lully - Lot4 – Plomberie, Sanitaire & Chauffage	14/10/2024	H2 HOME	25 998,86 €	31 198,63 €
2024D088	Marche renovation 2 Blocs sanitaires GSP lully – Lot5 – Carrelage & Faïence	14/10/2024	CARELLA	9 982,07 €	11 978,48 €
2024D089	Marche renovation 2 Blocs sanitaires GSP lully – Lot6 - Peinture	14/10/2024	Ent.RIVET	1 685,00 €	2 022,00 €
2024D090	Marche renovation 2 Blocs sanitaires GSP lully – Lot7 – Module Sanitaire	14/10/2024	EVENTUS	2 510,00 €	2 510,00 €
2024D091	Mission architecte d'intérieure - Renovation de 2 blocs sanitaires Ecole JB Lully	05/11/2024	ELODIE LUCAS	7 621,29 €	9 145,55 €

M. le Maire indique que ces décisions sont toutes relatives aux travaux de rénovation des toilettes de l'école Lully qui devraient débuter aux vacances de février, sans perturber le fonctionnement de l'école.

XIII – PARTICIPATION FINANCIERE ECOLE PIERRE MENARD – ANNEE SCOLAIRE 2023-2024

M. le Maire expose :

Présentation synthétique

Deux enfants, dont les parents sont domiciliés à Saint Georges sur Loire, sont scolarisés à l'école Pierre Ménard à Saint Martin du Fouilloux.

Conformément à l'article L.212-8 du Code de l'Education, la commune de résidence de l'élève doit participer financièrement aux frais de scolarité des enfants qui, sous motifs dérogatoires, sont scolarisés dans une autre commune que celle de leur résidence principale, notamment lorsque cette scolarisation est justifiée par l'inscription d'un frère ou d'une sœur dans un établissement scolaire de la même commune. La scolarisation d'un enfant dans une école d'une Commune autre que celle de sa résidence ne peut être remise en cause par l'une ou l'autre d'entre elles avant le terme soit de la formation préélémentaire, soit de la scolarité primaire de cet enfant.

La participation demandée pour l'année scolaire 2023-2024 s'élève à 2 050 € par élève scolarisé en classe de maternelle et sera imputée à l'article 6558.

Débat

Mme Chrétien précise que sous le précédent mandat il a été accepté la scolarisation de l'aîné. A l'époque, M. Noyer indique qu'il avait été pris en compte le fait que la famille avait son domicile plus proche de l'école de Saint Martin du Fouilloux.

Délibération

VU l'article L.212-8 du Code de l'Education ;

Le Conseil municipal à la majorité (13 abstentions, 2 oppositions) :

- ✓ Valide la participation financière aux frais de scolarité des enfants domiciliés à Saint Georges sur Loire et scolarisés à l'école Pierre Ménard à Saint Martin du Fouilloux pour l'année scolaire 2023-2024 pour un montant global de 4 100 €.
- ✓ Dit que cette dépense sera imputée à l'article 6558.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h45.

Dates des prochains Conseils :

- 16 décembre 2024
- 20 janvier 2025
- 24 février 2025
- 31 mars 2025
- 28 avril 2025
- 26 mai 2025
- 30 juin 2025
- 8 septembre 2025
- 13 octobre 2025
- 17 novembre 2025
- 15 décembre 2025

TOUR DE TABLE :

- Remise en place du fleurissement des pieds de murs
- Réunion du groupe de travail « site internet » le 27 novembre
- Réunion de la commission vie économique le 4 décembre
- Demande d'un food-truck pour s'installer place du marché
- Remerciements de la présence du conseil municipal et questionnement sur la présence du policier municipal pour la commémoration du 11 novembre
- Inauguration du cinéma européen en 2025 : Sollicitation de Cinévillages pour prendre en charge le vin d'honneur
- Marché de Noël de l'ADE le 6 décembre à 16h
- Remontées négatives sur l'installation d'un distributeur de pizzas sur le parking du Super U
- Réunion CCLLA sur le foncier agricole dans le cadre du Plan Alimentaire Territorial : Annonces de la CCLLA sur le financement d'actions possibles
- Retour sur le repas des aînés : Remerciements de l'aide apportée par les conseillers municipaux
- Spectacle de cirque : 157 personnes présentes dont 95 réservations ; globalement de bons retours